

## Article 30. —

Les infractions aux décrets et aux arrêtés pris en application des articles 3 et 4 sont punies d'une amende de 5.000 à 5.000.000 de fr. CFA.

## Article 31. —

Les infractions aux articles 9 et 10 ainsi qu'à tout décret relatif à la publicité, l'affichage et l'étiquetage des prix sont punies d'une amende de 5.000 à 50.000 fr CFA.

## Article 32. —

Les infractions à l'article 8 sont punies d'une amende prévue à l'article 31 ci-dessus.

## Article 33. —

Sont passibles des peines prévues par l'article 30 les importateurs ou les demi grossistes en infraction aux dispositions de l'article 11 de la présente loi.

## Article 34. —

Les infractions aux dispositions de l'article 21 sont punies des peines visées à l'article 30.

## Article 36.

Quelle que soit la nature de l'infraction, il peut-être prononcé dans le cas de récidive d'une infraction grave une interdiction temporaire ou définitive d'exercer. L'interdiction temporaire ne pourra excéder trois mois.

## Article 37. —

L'opposition faite aux fonctionnaires et agents habilités, les injures ou voies de fait commises à leur égard sont punies d'un emprisonnement de 3 mois à 1 an et d'une amende de 5.000 à 100.000 fr CFA.

## Article 38. —

Les dispositions légales concernant les circonstances atténuantes et le sursis ne sont pas applicables à l'amende.

En cas de récidive, dans le délai d'un an, les peines peuvent être portées au double.

Sont réputés en état de récidive ceux qui se rendent coupables d'une infraction du même genre que la première, même si celle-ci n'a pas encore donné lieu à un jugement définitif ou a fait seulement l'objet d'un règlement par voie transactionnelle.

## Article 39. —

Sont passibles des peines prévues par la présente loi ceux qui, soit personnellement, soit à un titre quelconque comme chargés de la direction ou de l'administration de toute entreprise, établissement, société, association, ont contrevenu aux dispositions de la présente loi, les sociétés ou associations répondant toutefois solidairement du montant de l'amende et des frais.

## Article 40. —

La juridiction compétente peut ordonner que sa décision soit publiée intégralement ou par extraits dans les journaux qu'elle désigne et affichée à la devanture des magasins, le tout aux frais du condamné.

## VI — LES AGENTS CHARGES DU CONTROLE DES PRIX

## Article 41. —

Les fonctionnaires et les agents commissionnés pour contrôler les opérations de vente au public de tous produits et marchandises et à dresser procès-verbal des infractions qu'ils seraient appelés à constater, sont :

1° — les fonctionnaires et agents du Service du Contrôle des Prix du Ministère de l'Industrie et du Commerce nommément désignés par décret du Président de la République.

Ces fonctionnaires et agents prêteront serment devant le Tribunal Civil.

Leur compétence est étendue à tout le territoire de la République.

2° — les Commandants de Cercle et les Chefs de Subdivision, qui pourront déléguer leurs pouvoirs en ce domaine à ceux de leurs adjoints qu'ils désigneront. Les personnes ainsi désignées prêteront serment devant le Tribunal Civil.

3° — les officiers de police judiciaire, les Inspecteurs et Contrôleurs des Douanes, les Inspecteurs et Contrôleurs des Contributions Directes.

## Article 42. —

Les dispositions légales relatives au secret professionnel s'appliquent aux fonctionnaires et agents susvisés.

## Article 43. —

Ces derniers percevront, sur les fonds du Budget des remises à raison de 10 % du montant des transactions intervenues ou des amendes infligées, sans toutefois qu'elles puissent être supérieures à 10.000 fr par affaire, ni dépasser annuellement, pour les fonctionnaires, la moitié de de leur solde indiciaire.

## Article 44. —

La répartition des remises sur le produit des amendes, saisies ou confiscations prononcées en matière de contrôle des prix prévues à l'article précédent est fixée à :

- 50 % pour l'agent verbalisateur
- 50 % pour les agents du Service du Contrôle des Prix.

Cette répartition, faite d'après un état nominatif établi par le Ministre de l'Industrie et du Commerce, a lieu en fin de trimestre.

L'état nominatif doit être visé par le Trésorier-Payeur certifiant que le produit des amendes, saisies ou confiscation a été effectivement encaissé et versé en recettes au Budget.

## Article 45. —

Sont abrogées toutes dispositions législatives ou réglementaires contraires à la présente loi.

## Article 46. —

La présente loi sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Niamey, le 19 juillet 1961.

Pour le Président de la République et par délégation  
Le Ministre de l'Intérieur  
DIAMBALLA Y. MAIGA

## Loi n° 61-32 du 19 juillet 1961 relative aux lois de Finances.

Vu la Constitution du 8 novembre 1960 et notamment ses articles 50, 51 et 52,

L'Assemblée Nationale a adopté,

Le Président de la République, promulgue la loi dont la teneur suit :

## TITRE I

## DISPOSITIONS GENERALES

Article premier. — La loi de Finances prévoit et autorise pour l'année budgétaire l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat, compte tenu d'un équilibre économique et financier qu'elle définit.

Seules les lois de finances, dites rectificatives peuvent, en cours d'année budgétaire, modifier les dispositions de la loi de finances.

Art. 2. — L'année budgétaire est la période qui s'étend du 1er octobre au 30 septembre. Elle prend le millésime de l'année civile qui débute au cours de cette période.



Art. 3. — L'Etat ne peut engager des dépenses au delà des crédits ouverts annuellement par les lois de Finances.

Toutefois, les dispositions des lois de finances relatives à la gestion de la dette publique et de la dette viagère, à l'approbation des conventions financières, aux garanties accordées par l'Etat et aux autorisations de programmes peuvent engager l'équilibre budgétaire des années ultérieures.

Art. 4. — Les lois de finances contiennent toutes dispositions relatives à l'assiette, aux taux et aux modalités de recouvrement des impositions de toute nature.

Art. 5. — Les créations et transformations d'emploi ne peuvent résulter que de dispositions prévues par une loi de finances. Toutefois, des transformations d'emploi peuvent être opérées par décrets pris pris en Conseil des Ministres. Ces transformations d'emploi, de même que les recrutements, avancements et modifications de rémunération ne peuvent être décidés s'ils sont de nature à provoquer un dépassement des crédits annuels préalablement ouverts.

Art. 6. — Aucun projet de loi ne peut être définitivement voté, aucun décret ne peut être signé, s'il a pour effet d'entraîner des charges qui n'ont pas été prévues, évaluées et autorisées dans les conditions fixées par la présente loi.

Art. 7. — Peuvent être insérées dans les lois de finances toutes les dispositions destinées à organiser l'information et le contrôle du Parlement sur la gestion des finances publiques ou à imposer aux agents des services publics des responsabilités pécuniaires.

## TITRE II

### DES RESSOURCES ET DES CHARGES DE L'ETAT

Art. 8. — Les ressources permanentes de l'Etat comprennent :

- le produit des impôts de toute nature et le produit des amendes.
- les rémunérations des services rendus, le produit des cessions.
- les revenus du domaine et des participations financières.
- les redevances des concessionnaires et autres gestionnaires des services publics de l'Etat.
- les remboursements de prêts et d'avances.
- les produits divers.

Art. 9. — L'autorisation de percevoir les impôts est annuelle.

Le rendement des impôts dont le produit est affecté à l'Etat est évalué par la loi de finances.

La perception des taxes parafiscales perçues dans un intérêt économique ou social au profit d'une personne morale de droit public ou privé autre que l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics administratifs doit être autorisée chaque année par la loi de finances.

Art. 10. — La rémunération des services rendus par l'Etat ne peut être établie et perçue que si elle est instituée par décret pris sur le rapport du Ministre intéressé.

Le produit des amendes, des rémunérations pour services rendus, les revenus du domaine et des participations financières, les bénéfices des entreprises nationales, les remboursements de prêts et avances et le montant des produits divers sont prévus et évalués par la loi de finances annuelle.

Art. 11. — Les emprunts sont autorisés par la loi de finances.

La loi de finances évalue le montant des ressources d'emprunt et de trésorerie et autorise la perception des impôts affectés aux collectivités et établissements publics.

Art. 12. — Les charges permanentes de l'Etat comprennent :

— les charges de la dette publique ainsi que la dette viagère.

- les dotations des pouvoirs publics.
- les dépenses de personnel et de matériel applicables au fonctionnement des services.
- les interventions de l'Etat, notamment, en matière politique, administrative, économique, sociale et culturelle.

Art. 13. — La loi de finances énonce les mesures d'ordre financier se rapportant aux charges de l'Etat, en distinguant celles de ces dispositions qui ont un caractère annuel de celles qui ont un caractère permanent.

Art. 14. — L'équilibre financier tel qu'il résulte de ces dispositions est arrêté par la loi de finances.

## TITRE III

### DES AFFECTATIONS COMPTABLES

Art. 15. — Il est fait recette du montant intégral des produits, sans contraction entre les recettes et les dépenses. L'ensemble des recettes assurant l'exécution de l'ensemble des dépenses, toutes les recettes et toutes les dépenses sont portées dans un document unique appelé budget général.

Toutefois, certaines recettes peuvent être affectées à certaines dépenses. Ces affectations spéciales prennent la forme de budgets annexes, de comptes spéciaux du Trésor et de procédures comptables particulières au sein du budget général ou d'un budget annexe.

Art. 16. — Les dépenses en capital sont suivies dans un budget spécial appelé budget d'équipement, dans les conditions déterminées par la présente loi.

L'affectation à un compte spécial est de droit pour les opérations de prêts et avances.

Art. 17. — L'affectation par procédure particulière au sein du budget général ou d'un budget annexe est décidée par voie réglementaire, dans les conditions prévues à l'article 18. Dans tous les autres cas, l'affectation est exceptionnelle et ne peut résulter que d'une disposition de la loi de finances d'initiative gouvernementale.

Art. 18. — Les procédures particulières permettant d'assurer une affectation au sein du budget général ou d'un budget annexe sont la procédure des fonds de concours et la procédure de rétablissement de crédits.

Les fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public, ainsi que les produits de legs et donations attribués à l'Etat ou à diverses administrations publiques sont directement portés en recettes au budget. Un crédit supplémentaire de même montant est ouvert. L'emploi des fonds doit être conforme à l'intention de la partie versante ou du donateur.

Peuvent donner lieu à rétablissements des crédits, dans des conditions fixées par décret pris sur le rapport du Ministre des Finances :

- les recettes provenant de la restitution au Trésor de sommes payées indûment ou à titre provisoire sur crédits budgétaires.
- les recettes provenant de cessions ayant donné lieu à paiement sur crédits budgétaires.

## TITRE IV

### DES PROGRAMMES

Art. 19. — La loi de finances détermine les voies et les moyens qui permettent d'assurer l'exécution financière de programmes approuvés par le Parlement.

Peuvent être inscrites au budget d'équipement les recettes suivantes :

- Contributions du budget général



- Ressources spécialement affectées à l'équipement
- Cessions de biens immeubles et de participation de l'Etat dans les sociétés et entreprises concourant au développement économique du pays.
- Emprunt destinés au financement des programmes.
- Fonds de concours, dons et legs.

Les dépenses sont groupées sous cinq titres :

- Etudes et recherches générales
- Infrastructure économique
- Infrastructure sociale
- Infrastructure administrative
- Production

Les titres comportent un ou plusieurs chapitres, chacun groupant les opérations selon leur nature.

Chaque opération de programme est suivie à une ligne budgétaire distincte, par subdivision de chapitre.

Art. 20. — Toute opération de programme doit constituer une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mis en service sans adjonction.

Lorsque l'importance de certaines opérations exige de prévoir des délais de réalisation s'étendant sur plusieurs années, les dotations inscrites au budget d'équipement au titre de ces opérations peuvent comprendre des autorisations de programmes et des crédits de paiement.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses que le Gouvernement est autorisé à engager pour l'exécution des investissements prévus par la loi de finances.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au titre de l'année budgétaire.

La loi de finances, dans des cas de ce genre, prévoit l'échelonnement, sur les années futures, des paiements résultant des autorisations de programme.

Les crédits de paiement ultérieurs, tels qu'ils sont prévus au calendrier de financement, sont ouverts par priorité par les lois de finances successives sous forme de crédits de paiements additionnels au budget d'équipement d'origine de l'opération.

## TITRE V

### DES BUDGETS ANNEXES ET COMPTES SPECIAUX

Art. 21. — Les opérations financières des services de l'Etat que la loi n'a pas doté de la personnalité morale et dont l'activité tend essentiellement à produire des biens ou à rendre des services donnant lieu au paiement de prix, peuvent faire l'objet de budgets annexes. Les créations ou suppressions de budgets annexes sont décidées par les lois de finances.

Art. 22. — Les budgets annexes comprennent les recettes et les dépenses d'exploitation des services.

Les opérations des budgets annexes sont prévues, autorisées et exécutées comme les opérations du budget général.

Les services dotés d'un budget annexe peuvent gérer des fonds d'approvisionnement, de réserve ou de provision. Les modalités de dotation initiale de ces fonds sont déterminées par la loi de finances qui institue le budget annexe.

Art. 23. — Les comptes spéciaux du Trésor ne comprennent que les catégories suivantes :

- compte d'affectation spéciale
- comptes de commerce
- comptes d'opérations monétaires et règlements internationaux

- comptes de prêts
- comptes d'avances.

Art. 24. — Les comptes spéciaux du Trésor ne peuvent être ouverts que par la loi de finances. Celles-ci déterminent la nature de leurs opérations et le Ministre responsable de leur gestion.

Les opérations des comptes spéciaux du Trésor sont prévues, autorisées et exécutées dans les mêmes conditions que les opérations du budget général, sous réserve des dispositions d'ordre général, énoncées par la présente loi et des dispositions particulières propres à chaque compte spécial par la loi qui l'institue.

Sauf dérogations exceptionnelles prévues par une loi de finances, il est interdit d'imputer directement à un compte spécial du Trésor les dépenses résultant du paiement des traitements ou indemnités à des agents de l'Etat, de collectivité publique, établissements publics ou entreprises publiques.

Art. 25. — Les comptes d'affectation spéciale retracent des opérations qui, par suite d'une disposition de loi de finances prise sur l'initiative du Gouvernement, sont financées au moyen de ressources particulières. Les ressources d'un compte spécial ne peuvent être complétées par une subvention du budget général de l'Etat que dans la limite de vingt pour cent du total des prévisions de dépenses de ce compte.

Art. 26. — Les comptes de commerce retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services publics de l'Etat. Sauf dérogations expresses prévues par une loi de finances, il est interdit d'exécuter, au titre des comptes de commerce, des opérations d'investissement financier, de prêts ou d'avances ainsi que des opérations d'emprunt.

Art. 27. — La présentation des prévisions de recettes et de dépenses est facultative pour les comptes d'opérations monétaires et de règlements internationaux. La loi de finances fixe annuellement le maximum du décuvert autorisé pour chacun d'eux.

Art. 28. — Les comptes d'avances décrivent les avances que le Ministre des Finances est autorisé à consentir dans la limite des crédits ouverts à cet effet. Un compte d'avances distinct doit être ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs.

Les avances du Trésor sont productrices d'intérêts. Sauf dispositions spéciales contenues dans une loi de finances, leur durée ne peut excéder deux ans, ou quatre ans en cas de renouvellement dûment autorisé à l'expiration de la deuxième année. Toute avance non remboursée à l'expiration d'un délai de deux ans, ou de quatre ans en cas de renouvellement, doit faire l'objet, selon les possibilités du débiteur :

- soit d'une décision de recouvrement immédiat, ou à défaut de recouvrement, de poursuites effectives engagées dans un délai de trois mois;
- soit d'une autorisation de consolidation sous forme de prêts du Trésor assortis d'un transfert à un compte de prêts;
- soit de la constatation de l'irrécouvrabilité de la créance.

En ce cas, la perte est imputée aux résultats de l'année. Les remboursements qui sont ultérieurement constatés sont portés en recettes au budget général.

Art. 29. — Les comptes de prêts retracent les prêts d'une durée supérieure à quatre ans consentis par l'Etat dans la limite des crédits ouverts à cet effet, soit à titre d'opérations nouvelles, soit à titre de consolidation. Les prêts sont productifs d'intérêts.

Un compte de prêts distinct doit être ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs.

Le montant de l'amortissement en capital des prêts de l'Etat est pris en recettes au compte de prêts intéressés.



Art. 30. — Les opérations de trésorerie de l'Etat sont affectées à des comptes de trésorerie distincts. Elle ne sont pas soumises aux dispositions de la présente loi.

## TITRE VI

### DU DISPOSITIF DE LA LOI DE FINANCES

Art. 31. — Dans sa première partie, la loi de finances autorise la perception des ressources publiques conformément aux dispositions des titres précédents. Elle énonce les dispositions diverses d'ordres d'ordre financier et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier.

Pour la définition de cet équilibre, la loi de finances considère l'ensemble des budgets et des comptes qui retracent les recettes et les dépenses de l'Etat : budget général, budget d'équipement, budgets annexes et comptes spéciaux.

Le budget général, le budget d'équipement et les budgets annexes doivent comporter chacun leur propre équilibre.

L'équilibre du budget d'équipement et de chacun des budgets annexes est réalisé, au besoin, par des contributions ou subventions de l'article 25.

Les découverts prévisibles des autres comptes spéciaux sont portés en prévisions de dépenses au budget général.

L'équilibre du budget général est assuré, le cas échéant par un prélèvement sur le fonds de réserve de trésorerie, dans la limite de la part disponible de ce fonds.

Art. 32. — Dans sa deuxième partie, la loi de finances comporte le répertoire général des comptes de recettes et de dépenses du budget général, avec le montant des prévisions retenues pour chacun d'eux.

Les dépenses du budget général sont groupées sous quatre titres :

- Dette publique
- Pouvoirs publics
- Dotations des services
- Interventions de l'Etat.

A l'intérieur de chaque titre, les dépenses sont classées par sections et chapitres. Le chapitre constitue le compte budgétaire élémentaire.

Les crédits sont spécialisés par chapitres selon la nature ou la destination des dépenses qu'ils concernent.

Toutefois, certains chapitres peuvent comporter des crédits globaux destinés à faire face à des dépenses éventuelles ou accidentelles.

Dans des cas exceptionnels, des crédits globaux peuvent également être ouverts pour des dépenses dont la répartition par chapitres ne peut être déterminée au moment où ils sont votés. L'application de ces crédits aux chapitres qu'ils concernent est ensuite réalisée par décret pris en Conseil des Ministres.

Art. 33. — Le budget général comporte des chapitres consacrés aux charges communes. La nature des dépenses gérées sous le régime des charges communes et les conditions de cette gestion sont déterminées par décret réglementaire pris sur le rapport du Ministre des Finances.

Art. 34. — Le projet de loi de finances est accompagné d'un rapport de présentation définissant l'équilibre économique et financier, les résultats connus et les perspectives d'avenir.

Art. 35. — Sont annexés au projet de loi de finances :

1) le budget général présenté par Ministère de gestion. Les différents chapitres dont la gestion incombe à un Ministère sont regroupés à l'intérieur de la partie du budget général intéressant ce Ministère, sous les quatre titres prévus à l'article 32.

Chaque chapitre comporte, autant que de besoin, des états de répartition de crédits par nature de dépenses et par destination, et des tableaux d'effectifs pour les chapitres de personnel.

2) la liste des chapitres pouvant donner lieu à transferts de crédits par prélèvements sur les chapitres de dépenses éventuelles.

3) le budget d'équipement, comportant pour chaque opération les crédits de paiement et éventuellement les autorisations de programme avec leur échéancier.

4) les budgets annexes, assortis des états de développement nécessaires.

5) le tableau des autorisations de recettes et de dépenses des comptes hors-budget.

6) la situation du compte de fonds de réserve de trésorerie.

7) la liste complète des taxes parafiscales.

8) des annexes explicatives destinées à l'information et au contrôle du Parlement, notamment le détail de la dette publique, les tableaux de dotation en véhicules et les programmes d'achat de véhicules, le détail des bourses et secours scolaires.

## TITRE VII

### DE LA PRESENTATION ET DU VOTE DE LA LOI DE FINANCES

Art. 36. — Sous l'autorité du Président de la République, le Ministre des Finances prépare le projet de loi de finances et le soumet à la délibération du Conseil des Ministres.

Art. 37. — Le projet de loi de finances annuel, y compris le rapport et les annexes prévues aux articles 34 et 35 est déposé sur le Bureau de l'Assemblée Nationale au plus tard le troisième lundi du mois de juin. Il est immédiatement soumis à l'examen de la Commission parlementaire compétente.

Art. 38. — Les évaluations de recettes font l'objet d'un vote par chapitre pour le budget général et le budget d'équipement et d'un vote par budget annexe et par compte spécial.

Les dépenses du budget général font l'objet d'un vote par titre et à l'intérieur d'un même titre, par Ministère.

Les dépenses du budget d'équipement sont votées par titre et, à l'intérieur de chaque titre, par chapitre.

Les dépenses des budgets annexes et des comptes spéciaux sont votées par budget annexe et par compte spécial, et éventuellement par titre dans les mêmes conditions que les dépenses du budget général.

Art. 39. — Aucun article additionnel ni aucun amendement au projet de loi de finances n'est recevable s'il doit avoir pour conséquence, soit une diminution de recette, soit une augmentation de dépense, à moins qu'il ne soit accompagné d'une proposition équivalente d'augmentation de recette ou d'économie.

Tout article additionnel ou tout amendement doit être motivé et accompagné des développements des moyens qui le justifient.

Toutefois, l'évaluation du rendement des recettes incombe au Gouvernement.

Art. 40. — L'Assemblée Nationale doit se prononcer dans les conditions et délais prévus à l'article 51 de la Constitution.

## TITRE VIII

### DES REMANIEMENTS BUDGETAIRES

Art. 41. — Les lois de finances rectificatives sont présentées au début de chacune des deux sessions dans le courant de l'année budgétaire.

Si aucune loi de finances rectificative n'est déposée au cours de la deuxième session de l'année budgétaire, le Gouvernement soumet à l'Assemblée Nationale un rapport sur la situation financière.



Art. 42. — Les lois de finances rectificatives sont présentées en totalité ou en partie dans les mêmes formes que les lois de finances de l'année. Elles doivent définir les conditions nouvelles de l'équilibre financier, lorsqu'elles modifient celui-ci.

Art. 43. — Les dépenses ne peuvent être ordonnancées que dans la limite des crédits ouverts par la loi de finances et les lois rectificatives.

Toutefois, lorsque les crédits se révèlent insuffisants en cours d'année budgétaire, le Gouvernement peut, par décret pris sur le rapport du Ministre des Finances, et après avis conforme de la commission des Finances, pourvoir aux insuffisances par transferts aux chapitres intéressés des crédits globaux ouverts à des chapitres de dépenses éventuelles.

Ces transferts ne peuvent être effectués qu'au profit des chapitres dont les crédits servent à acquitter soit des dettes de l'Etat résultant des dispositions législatives spéciales ou des conventions permanentes approuvées par la loi, soit des dépenses ayant un caractère obligatoire. Il s'appliquent à la dette publique, à la dette viagère, aux frais de justice et réparations civiles, aux dégrèvements, aux restitutions, aux prestations et versements obligatoires, à la prise en charge par le budget général d'emplois tenus par du personnel d'assistance technique, aux indemnités de déplacement et remboursement de frais, à l'entretien de rationnaires, aux dépenses résultant d'obligations internationales.

La liste des chapitres pouvant donner lieu à transferts, dans les conditions du présent article, est annexée à la loi de finances.

Les transferts prévus ci-dessus ne peuvent en aucun cas, servir à augmenter les crédits des chapitres de personnel si les insuffisances de crédits constatées à un chapitre résultent de créations ou transformations d'emploi non autorisées par une loi de finances.

Le Gouvernement peut, en outre, par décrets pris sur le rapport du Ministre des Finances :

- annuler tout crédit devenu sans objet en cours d'année;
- effectuer des virements de crédits à condition que ceux-ci restent limités à l'intérieur d'un même titre d'un même Ministère; toutefois, ces virements ne peuvent en aucun cas, avoir pour effet de transférer au chapitre de fonctionnement des services, des crédits inscrits au chapitre de charges communes;
- ouvrir, dans la limite d'un crédit global pour dépenses accidentelles, des crédits pour faire face à des calamités ou à des dépenses imprévues et urgentes.

Art. 45. — Les lois de finances rectificatives, outre les mesures d'ordre financier qui leur sont propres, portent ratification des ouvertures de crédits additionnels décrétées dans les conditions du dernier alinéa de l'article 44.

Elles récapitulent toutes les mesures intervenues par décret, de manière à rassembler les données qui modifient l'équilibre financier défini par la loi de finances annuelle.

#### TITRE IX

##### DE L'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES

Art. 46. — Les lois de finances s'exécutent dans le cadre de la gestion. La gestion coïncide avec l'année budgétaire et couvre la période qui s'étend du 1er octobre au 30 septembre.

Les crédits ouverts au titre d'un budget ne créent aucun droit au titre du budget suivant.

Art. 47. — Les recettes sont prises en compte au titre de la gestion au cours de laquelle elles sont encaissées par un comptable public.

Les dépenses sont prises en compte au titre de la gestion au cours de laquelle les titres de paiements sont payés par les comptables assignataires. Elles doivent être payées sur les crédits de la dite gestion, quelle que soit la date de la créance.

Un décret pris sur le rapport du Ministre des Finances fixe les modalités d'application des principes qui précèdent. Il détermine les conditions dans lesquelles sont poursuivies les opérations de régularisation en fin de gestion.

Art. 48. — Les engagements de dépenses s'imputent sur les crédits de la gestion en cours. Ils stipulent l'exécution du service au 30 septembre au plus tard.

En cas de nécessité, des engagements de dépenses autres que les dépenses de personnel peuvent être pris par anticipation au titre de la gestion suivante, dans des conditions déterminées par voie réglementaire, ces engagements stipulent que l'exécution ne pourra intervenir avant le 1er octobre.

Art. 49. — Par dérogation aux principes posés par les articles 46, 47, et 48, les crédits de paiements ouverts au budget d'équipement se prorogent de droit dans les conditions suivantes :

Pour les opérations auxquelles s'appliquent des autorisations de programme, les crédits de paiement annuels se cumulent de gestion en gestion pendant toute la durée des programmes et se prorogent, le cas échéant, sur la gestion qui suit immédiatement la fin du programme.

Pour les opérations ne donnant pas lieu à autorisation de programme, les crédits de paiement se prorogent, le cas échéant, sur la gestion suivante.

Cette faculté de prorogation ne s'applique pas aux engagements de dépenses. Toutefois, les dépenses des opérations donnant lieu à autorisation de programme peuvent s'engager pendant toute la durée du programme.

Les crédits de paiement et les autorisations de programme qui ne sont pas utilisés dans les délais ci-dessus sont annulés.

Art. 50. — Le total des dépenses engagées ou ordonnancées au titre d'un compte d'affectation spéciale ne peut excéder le total des recettes du même compte, sauf pendant les trois mois de la création de celui-ci. Dans ce dernier cas, le découvert ne peut être supérieur au quart des dépenses autorisées pour l'année budgétaire.

Si en cours de gestion, les recettes d'un compte d'affectation spéciale apparaissent supérieures aux évaluations, les crédits peuvent être majorés par décret pris sur le rapport du Ministre des Finances, dans la limite de cet excédent de recettes.

Art. 51. — Les opérations des comptes spéciaux sont suivies par gestion. Toutefois, sauf dispositions contraires prévues par une loi de finances, le solde de chaque compte spécial se reporte automatiquement de gestion en gestion.

#### TITRE X

##### DES COMPTES DE LA NATION

Art. 52. — Le projet de loi de règlement est déposé et distribué au plus tard à la session budgétaire qui suit l'année d'exécution du budget.

Art. 53. — Les comptes sont présentés dans les mêmes formes que les budgets et suivant la même nomenclature.

Art. 54. — La loi de règlement constate le montant définitif des encaissements de recettes et des ordonnancements de dépenses se rapportant à une même gestion. Le cas échéant, elle ratifie les ouvertures de crédits intervenues depuis la dernière loi de finances rectificative se rapportant à la gestion considérée, et elle approuve les dépassements de crédits résultant de circonstances de force majeure.

Art. 55. — La loi de règlement établit le compte de résultat de la gestion qui comprend :

- le déficit ou l'excédent qui ressort de la différence nette entre les recettes et les dépenses du budget général et des budgets annexes.



— les profits et les pertes constatés en fin de gestion dans l'exécution des comptes spéciaux.

— les profits et les pertes résultant éventuellement de la gestion des opérations de trésorerie dans des conditions précisées par un règlement de comptabilité publique.

Art. 56. — La loi de règlement comporte séparément les résultats en fin d'année budgétaire des budgets d'équipement.

Elle constate l'achèvement des opérations, annule les autorisations de programme et les crédits de paiement restés sans emploi et qui n'ont pas, par une loi de finances rectificative, été imputés à d'autres opérations insuffisamment dotées.

Art. 57. — La loi de règlement autorise le transfert des résultats de la gestion au compte du fonds de réserve de trésorerie.

Art. 58. — Le projet de loi de règlement est accompagné :

— d'annexes explicatives justifiant les différences entre les prévisions et les résultats;

— d'un rapport de la Chambre des Comptes et de la déclaration générale de conformité entre les comptes individuels des comptables et la comptabilité administrative.

#### TITRE XI

##### DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 59. — Par mesure transitoire, la période d'exécution du budget de l'année 1962 est fixée du 1er janvier au 30 septembre.

Art. 60. — Les recettes encaissées jusqu'au 31 décembre 1961 seront prises en compte au titre du budget de 1961. Les recettes encaissées à partir du 1er janvier 1962 seront prises en compte au titre du budget de 1962.

Les titres de paiement visés par le Comptable assignataire au plus tard le 31 décembre 1961 seront pris en compte en dépenses au titre du budget de 1961. Les titres de paiement visés par le Comptable assignataire à partir du 1er janvier 1962 seront pris en compte en dépenses au titre du budget de 1962, quelle que soit la date de la créance.

Art. 61. — Le Gouvernement est habilité à prendre par voie réglementaire les mesures transitoires propres à assurer le passage du système de l'exercice au système de la gestion dès le 1er janvier 1962.

Art. 62. — Les comptes des exercices 1961 et antérieurs seront, par mesure transitoire, établis au stade du chapitre.

Art. 63. — Des décrets pris sur le rapport du Ministre des Finances détermineront en tant que de besoin les modalités d'application de la présente loi.

Ces décrets fixeront notamment les règles de la comptabilité publique découlant des dispositions de la présente loi et plus particulièrement de celles du Titre IX, et contiendront toutes dispositions de nature à assurer la bonne gestion des finances publiques.

Ils régleront la présentation comptable du budget général, du budget d'équipement, des budgets annexes et des comptes spéciaux.

Art. 64. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 19 juillet 1961.

Pour le Président de la République et par délégation,

Le Ministre de l'Intérieur

DIAMBALLA Y. MAIGA

Décret n° 61-155-MTP du 1er juillet 1961, fixant les droits, taxes et redevances miniers.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République du Niger du 8 novembre 1960

Vu la loi n° 61-8 du 29 mai 1961 relative à la prospection, la

recherche, l'exploitation, la possession, la circulation, le commerce et la transformation des substances minérales ou fossiles sur le territoire de la République du Niger;

Sur le rapport du Ministre des Travaux Publics, des Mines et de l'urbanisme;

Le Conseil des Ministres entendu;

DECRETE :

#### TITRE I

##### TITRES MINIERES

Article premier. — Les droits de délivrance des titres miniers autres que ceux pour hydrocarbures et substances radio-actives sont fixés à :

— Cinq mille francs (5.000 frs) pour l'autorisation de prospection.

— Cinq mille francs (5.000 frs) pour le renouvellement de l'autorisation de prospection.

— Cinq mille francs (5.000 frs) pour le permis de recherches.

— Dix mille francs (10.000 frs) pour le renouvellement d'un permis de recherches.

— Dix mille francs (10.000 frs) pour le transfert d'un permis de recherches.

— Vingt mille francs (20.000 frs) pour le permis d'exploitation.

— Vingt mille francs (20.000 frs) pour le premier renouvellement du permis d'exploitation.

Les droits de renouvellement de 2ème, 3ème et 4ème renouvellement de permis d'exploitation sont fixés à :

— Cinquante mille francs (50.000 frs).

— Cinquante mille francs (50.000 frs) pour le transfert d'un permis d'exploitation

— Vingt mille francs (20.000 frs) pour l'institution, la mutation, la fusion ou la division d'une concession de mines.

#### TITRE II

##### ENQUETES, INSTRUCTION & BORNAGE

Art. 2. — Les frais d'enquête et d'instruction de concession, de fusion ou de division de concession sont fixés forfaitairement à vingt mille francs (20.000 frs).

Art. 3. — Les insertions au journal officiel sont faites par les soins du Service des Mines et aux frais du demandeur, une somme de dix mille francs (10.000 frs) destinée à couvrir les frais forfaitaires doit être consignée par le demandeur dans le délai de 15 jours à compter de l'enregistrement de la demande.

Art. 4. — Les frais de bornage, ou de vérification de bornage d'une concession sont fixés suivant les tarifs appliqués par le Service Topographique.

Les moyens de transport de l'agent, chargé du bornage, de sa résidence aux terrains à délimiter pour lui-même et pour ses bagages et instruments sont fournis ou payés par le demandeur ou le concessionnaire.

Le débroussaillage, la confection et la pose des bornes et toutes opérations rendues nécessaires pour les opérations topographiques et la pose de bornes sont à la charge du concessionnaire.

Ces frais sont liquidés comme en matière de bornage et de vérification de bornage par le Service Topographique et recouverts par le Service des Domaines.

#### TITRE III

##### REDEVANCES

Art. 5. — Tout permis de recherches dont la superficie dépasse 2.000 kms carrés est soumis à une redevance superficielle annuelle fixée par kilomètre carré à :

— pour les cinq premières années de validité = 2 frs

— pour le premier renouvellement de validité = 5 frs